

leur propre organisation et pourront s'adjoindre le concours des personnes qu'elles jugeront nécessaires.

Art. 11 — Le ministre de l'environnement et le ministre du développement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République togolaise.

Lomé, le 11 mars 1992

Kokou Joseph KOFFIGOH

Le ministre de l'environnement  
Kpandja I. BINGUITCHA-FARE

Le ministre du développement  
rural  
N'koley K. ABOTCHI

DECRET N° 92-073 du 19 mars 1992 portant création d'un comité d'évaluation des dégâts dus aux troubles socio-politiques

LE PREMIER MINISTRE,

Sur le rapport du ministre de l'administration territoriale et de la sécurité ;

Vu l'acte n° 7 de la conférence nationale souveraine en date du 23 août 1991 portant loi constitutionnelle organisant les pouvoirs pendant la période de la transition notamment en son article 36 ;

Vu la loi n° 91-001 en date du 25 septembre 1991 portant exercice du pouvoir réglementaire du président de la République et du premier ministre ;

Vu le décret n° 92-069 du 11 mars 1992 portant attributions et organisation du ministère de l'administration territoriale et de la sécurité ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — Il est créé auprès du ministère de l'administration territoriale et de la sécurité un comité d'évaluation des dégâts dus aux troubles socio-politiques.

Le comité d'évaluation des dégâts dus aux troubles socio-politiques a pour mission d'identifier et d'évaluer les problèmes sociaux dus aux troubles politiques et de proposer aux autorités compétentes les voies et moyens de les résoudre.

Art. 2 — Le comité d'évaluation des dégâts dus aux troubles socio-politiques se compose comme suit :

Président

— Le ministre de l'administration territoriale et de la sécurité

Membres

— Le ministre de l'économie et des finances ou son représentant

— Le ministre du plan et de l'aménagement du territoire ou son représentant

— Le ministre de l'équipement et des mines ou son représentant

- Le ministre de la santé et de la Population ou son représentant
- Le ministre de la communication et de la culture ou son représentant
- Le garde des sceaux, ministre de la justice ou son représentant
- Le ministre du bien-être social et de la solidarité nationale ou son représentant
- Le ministre des droits de l'homme ou son représentant
- Le ministre délégué auprès du premier ministre chargé des forces armées togolaises..

Art. 3 — Le comité d'évaluation des dégâts dus aux troubles socio-politiques comprend trois sous-comités :

- 1°/ Le sous-comité chargé des cas de casses et autres dégâts matériels ;
- 2°/ Le sous-comité chargé des questions de coups et blessures et des pertes en vies humaines ;
- 3°/ Le sous-comité chargé des déplacements des populations.

Art. 4 — Le comité d'évaluation des dégâts dus aux troubles socio-politiques peut faire appel à toute personne morale ou physique dont la compétence et l'expérience sont jugées nécessaires pour la bonne marche de ses travaux.

Art. 5 — Le présent décret qui prend effet pour compter de la date de sa signature sera publié au Journal Officiel de la République togolaise.

Lomé, le 19 mars 1992

Kokou Joseph KOFFIGOH

Le ministre de l'administration  
territoriale et de la sécurité  
Yao KOMLAVI

DECRET N° 92-075 du 25 mars 1992 ordonnant l'extradition

LE PREMIER MINISTRE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu l'acte n° 7 de la conférence nationale souveraine en date du 23 août 1991 portant loi constitutionnelle organisant les pouvoirs durant la période de transition ;

Vu la loi n° 91-001 du 25 septembre 1991 portant exercice du pouvoir réglementaire du président de la République et du premier ministre ;

Vu la loi du 10 mars 1927 relative à l'extradition des étrangers ;

Vu le décret du 17 avril 1928 fixant la procédure et les effets de l'extradition ;

Vu l'arrêté n° 265 du 9 mai 1927 promulguant la loi du 10 mars 1927 au Togo ;

Vu la demande d'extradition présentée par les autorités françaises contre CASANOVA Francisca Medina ;

Vu l'arrêté n° 5 du 17 mars 1992 de la chambre d'accusation de la Cour d'Appel de Lomé,